

Plan social chez Miko

by **Entreprise & Carrières - mardi, juillet 15, 2008**

<https://www.correspondances.fr/plan-social-chez-miko/>

Après un conflit dur en février dernier, l'usine Cogesal-Miko de Saint-Dizier (Haute-Marne) met en oeuvre un plan social prévoyant 171 suppressions d'emploi ainsi qu'une modernisation du site.

La lutte a payé, mais la mise en oeuvre du plan social n'en est pas moins douloureuse. Cogesal-Miko, qui avait annoncé, en novembre dernier, 254 suppressions de poste sur un effectif de 493 personnes, a considérablement atténué l'impact de la restructuration. Dédiée à la production de cônes, la ligne 1, vouée à la fermeture, est finalement maintenue et Unilever a accordé à sa filiale haut-marnaise un volume de 5 millions de litres de glace supplémentaires. Vingt-deux postes sont ainsi conservés. Prestataire de l'usine, le logisticien Logifroid a repris 16 salariés de Cogesal-Miko et s'est porté acquéreur de deux entrepôts frigorifiques situés à proximité de l'usine pour y démarrer une nouvelle activité. Les 90 emplois prévus au cours des vingt-quatre prochains mois seront ouverts, en priorité, aux anciens de Cogesal-Miko, 10 d'entre eux ayant déjà été recrutés sur ce mode.

Unilever se refuse à communiquer le montant provisionné pour le plan social, mais quatre mois de conflit, de novembre 2007 à février dernier, ont visiblement permis d'améliorer les conditions de départ initialement prévues. Cent soixante et onze salariés ont accepté de quitter l'entreprise, moyennant une indemnité plafonnée à 90 000 euros correspondant à un mois de salaire, toutes primes confondues, par année d'ancienneté. Les premiers entretiens préalables ont débuté fin juin. Trois options - le départ assorti d'un congé de reclassement ; le reclassement au sein d'autres usines du groupe ; un contrat de cinq ans à temps partagé - s'ouvrent à un effectif composé à 70 % de femmes et constitué de 33 cadres, 127 agents de maîtrise et 320 ouvriers et employés. Les décisions individuelles ne sont pas encore arrêtées, mais le plan social devrait être achevé d'ici au premier trimestre 2009.

Accompagnement

Implantée sur le site, une antenne du cabinet Altédia propose un accompagnement à la recherche d'emploi ainsi qu'un dispositif d'aide à la création d'entreprise sous forme de formation, de capital ou de caution. Dix-sept salariés ont déjà opté pour cette possibilité. Le reclassement interne au sein d'autres unités d'Unilever basées dans le Grand Est ne rencontre pas le succès escompté. Alors que 35 postes étaient ouverts à l'usine Knorr près de Strasbourg, et sur le site Alsa de Ludres, près de Nancy, les syndicats assurent qu'un seul recrutement s'est concrétisé. La direction estime, pour sa part, que ce chiffre peut encore évoluer.

Le « *guichet de départ* » offre, en outre, 44 postes de travail à temps partagé comportant 800 heures de travail annuelles garanties sur cinq ans. Une prime variant entre 30 000 et 35 000 euros pour un opérateur qualifié lui permet de conserver environ 80 % de son salaire pour un équivalent mi-temps modulé en fonction des besoins de l'entreprise.

Pour l'heure, seuls 7 salariés ont officiellement accepté cette formule, 25 ayant, d'ores et déjà, refusé.

Pérenniser le site

Difficile, pour l'heure, de juger du nombre de salariés qui risquent de se trouver sans solution au terme du plan social. La direction insiste sur sa volonté de pérenniser le site, où 4 millions d'euros seront injectés pour moderniser et automatiser la production. Une quarantaine d'emplois de techniciens devraient également être créés au cours des prochains mois.

En dix ans, le marché des cônes et des bûches a fondu

Lors de la mobilisation contre le plan social, l'hiver dernier, les syndicats ont, à maintes reprises, évoqué le bénéfice de Cogesal-Miko, dépassant 13 millions d'euros en 2007. La direction souligne, quant à elle, que 11 millions d'euros provenaient de la vente d'une filiale de surgelés. Compte tenu des investissements réalisés sur le site, la marge opérationnelle ne dépasserait pas 400 000 euros pour un effectif de près de 500 personnes. Cogesal-Miko explique ces maigres résultats par les handicaps structurels d'une usine faiblement automatisée et par l'évolution décevante du marché français de la crème glacée.

Inaugurée voilà dix ans, la nouvelle usine de Saint-Dizier, dimensionnée pour produire 110 millions de litres de glace, fondait de grands espoirs sur l'explosion annoncée du marché hexagonal. Or, celui-ci stagne obstinément, et l'usine n'a produit, en 2007, que 67 millions de litres, soit 55 % de sa capacité. Le site fabrique des bacs et coupes de glace très prisés et assure la production pour l'Europe entière du Frusi, nouveauté prometteuse, moins grasse, moins sucrée et comportant des fruits. En revanche, le marché des bûches et des cônes a chuté de 40 % en dix ans, entraînant une dégradation des résultats de Cogesal-Miko. Le site, qui réalisait en 2007 un chiffre d'affaires de 120 millions d'euros, a néanmoins dégagé un bénéfice cumulé de plus de 13 millions d'euros en 2005 et 2006.